

Barthélémy Courmont

Géopolitique du Japon



Géopolitique du Japon

Barthélémy Courmont

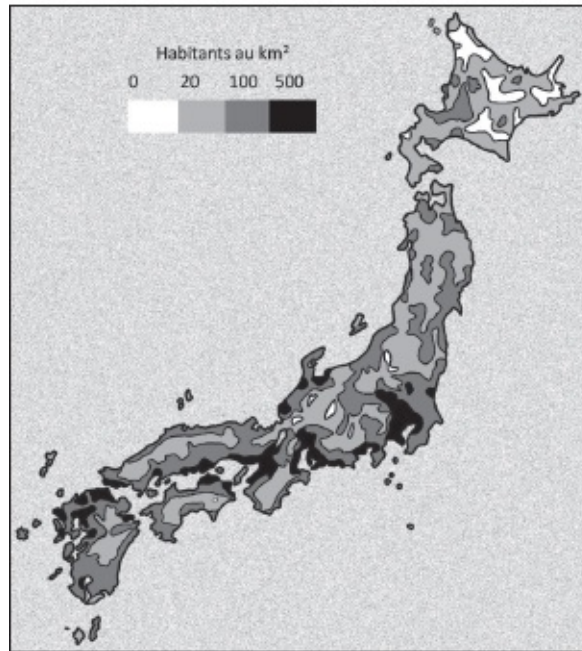
**GÉOPOLITIQUE
DU JAPON**

ARTÈGE Sciences Humaines

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

est due au pouvoir d'attraction de sa capitale, Sapporo (environ 2 millions d'habitants), reliée à tous les points de l'île par un réseau ferroviaire reliant les capitales sous-régionales (Hakodate, Asahikawa, Kushiro, Kitami).

Densité de population



Le climat est très varié, du fait de l'étirement du Japon de nord en sud, sur plus de 3 000 km au total. Sapporo, sur l'île de Hokkaido, a un été chaud et un hiver long, froid et très neigeux. Tokyo, Nagoya, Kyoto, Osaka, et Kobe, dans la partie est de Honshu, ont un climat qualifié de subtropical humide, avec un hiver relativement doux avec peu ou pas de neige, et un été chaud et humide. Fukuoka, sur l'île de Kyushu, a un hiver doux et un été long. Le climat d'Okinawa, l'archipel le plus au sud, est le plus clément.

Tremblements de terre et volcans

Le Japon est un archipel volcanique, situé sur la « ceinture de

feu du Pacifique » et, par conséquent, au cœur d'une zone sismique très active. On ne compte au total pas moins de 265 volcans, dont une vingtaine en activité, de fréquents tremblements de terre (environ 5 000 chaque année, la grande majorité ne provoquant pas ou peu de dégâts aux constructions humaines) ainsi que des sources d'eau chaude riches en minéraux, les fameux *onsen*, dont la densité est la plus forte au monde, devant Taiwan. Le risque vient également de l'océan, avec les tsunamis (raz-de-marée) et typhons. Entre 1900 et 2004, sur 796 tsunamis observés dans l'océan Pacifique, 17 % d'entre eux ont eu lieu près du Japon. Les cyclones frappent surtout, de juin à septembre, le sud de l'archipel nippon et peuvent atteindre la baie de Tokyo. La carte ci-après indique les lignes sismiques sur lesquelles les risques de tremblement de terre sont les plus grands.

Les zones sismiques dans l'archipel japonais



Divisés de l'intérieur, unis face à la menace

extérieure

Le nom du Japon, qui se dit *Nihon* ou *Nippon* (日本) signifie littéralement l'« origine du soleil ». On peut donc donner comme signification à ce nom « le pays du soleil levant », et c'est cette traduction qui est la plus souvent retenue. C'est d'ailleurs lors des premiers échanges commerciaux avec la Chine que cette appellation fut introduite, alors que les Japonais de l'époque désignaient leur pays sous le nom de *Yamato*.

Des religions importées du continent

C'est au VI^e siècle de notre ère que le Japon fait une première rencontre importante avec un élément en provenance du continent : le bouddhisme. Le souverain de Paekche, en Corée, fait parvenir au milieu du VI^e siècle des sculptures et des textes bouddhiques à la cour du Japon. Le bouddhisme va alors se répandre progressivement dans le pays et deviendra, au VII^e siècle, la principale religion de l'Empire japonais, avec la construction des premiers temples commandés par le prince régent Shotoku. Ce prince a joué un rôle important dans l'histoire du Japon ancien, en ce qu'il fut le premier à s'inspirer à la fois de la religion et des méthodes administratives en place sur le continent, à la cour de la dynastie Tang en Chine.

Cette période est également marquée par d'importants changements politiques. En 645, un coup d'État des Nakatomi met fin au règne des Soga. C'est le début de l'ère Taikwa, qualifiée d'ère « du Grand Changement ». Un édit calqué sur la législation chinoise des Tang réforme l'ensemble de la société japonaise. Les anciens royaumes indépendants deviennent de véritables provinces soumises à l'autorité impériale. Une

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

militaire qui commence à décliner au début du XIX^e siècle. Cet ordre fut respecté de manière plus ou moins stricte, et en plusieurs occasions, notamment au début du XVIII^e siècle, des lettrés japonais purent avoir accès à des publications européennes, qui leur permirent de mieux prendre la mesure de l'isolement de leur pays ! Mais globalement, le Japon connut deux siècles de repli sur lui-même. Cette période de sakoku est marquée par une paix intérieure sur laquelle les réformes vont pouvoir s'appuyer plus tard pour engager un pays déjà unifié sur la voie de la modernité.

Quitter l'Asie, rejoindre l'Occident

À l'exception des missions évangélisatrices qui suivirent le séjour de saint François-Xavier et le passage de marchands dans quelques ports de l'archipel, en particulier à Deshima-Nagasaki, ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que le Japon connaît ses premiers contacts avec les pays occidentaux. Cette deuxième rencontre sera décisive, et offrira au Japon la tentation de « sortir de l'Asie, et rejoindre l'Occident ».

Le Commodore Perry et ses exigences : le Japon s'ouvre malgré lui

Le 8 juillet 1853 est une date cruciale dans l'histoire du Japon. Une escadre américaine de quatre navires aux ordres du commodore Perry jette l'ancre dans la baie d'Edo pour exiger la conclusion d'un traité commercial. Notons qu'à cette date, la Chine de la dynastie Qing ayant déjà perdu la première guerre de l'opium, et signé le traité de Nankin en 1842. Le Japon était jusqu'alors resté en marge des ambitions occidentales en Asie

orientale. L'arrivée de Perry et de ses canonnières impressionne les délégués japonais, qui le laissent accoster quelques jours, et délivrer sa lettre du président américain Fillmore exigeant une ouverture du Japon au commerce. Se repliant ensuite vers la Chine, il laisse quelques mois à ses interlocuteurs pour accepter sa requête avant de revenir avec une flotte encore plus importante, à laquelle se sont associées les puissances européennes. Mais la démonstration de force, associée aux récits de la guerre de l'opium en Chine, font rapidement leur effet, et les Japonais comprennent rapidement que toute résistance est inutile.

Dès le 8 mars 1854, le traité nippo-américain prévoit l'ouverture des deux ports francs de Shimoda et Hakodaté, la liberté de circulation des Américains au Japon et l'installation de deux consuls. La même année, le Royaume-Uni obtient les mêmes droits. Ces deux traités marquent le début d'une présence occidentale institutionnalisée au Japon, une décennie après des avancées comparables en Chine. Le Japon est alors, au même titre que la Chine, perçu en Occident comme un empire décadent et potentiellement colonisable.

Le 29 juillet 1858 est signé le Traité d'Edo avec les États-Unis. Il stipule l'ouverture de nouveaux ports, la résidence de citoyens américains à Osaka et Edo, et l'extraterritorialité en matière de justice pour les citoyens américains. Les autres grandes puissances suivent rapidement l'exemple américain : les Pays-Bas le 18 août, la Russie le 19, la Grande Bretagne le 26, la France le 9 octobre, le Portugal le 3 août 1860 et la Prusse le 24 janvier 1861. À la manière des traités inégaux signés avec la Chine, une concession européenne est établie à Yokohama mais cette présence étrangère exacerbe la xénophobie japonaise.

Au milieu du XIX^e siècle, le destin du Japon semble

comparable à celui de la Chine et d'autres civilisations qui, de l'Afrique à l'Asie, sont soumises à la puissance colonisatrice des pays occidentaux. Et pourtant, dès 1867, avec la révolution Meiji, le Japon va une fois de plus se distinguer, et tirer profit de cette ouverture forcée sur le monde. En fait, les mouvements réformateurs du Japon se saisissent même des contacts forcés avec l'Occident pour engager le pays dans la voie de la modernité, et si le Japon est finalement le seul pays d'Asie à ne jamais connaître la colonisation, il deviendra même une puissance coloniale.

L'ère Meiji, ou comment le Japon est devenu une puissance

La révolution Meiji, qui se fait par le haut, est avant tout une restauration. Restauration de la fonction impériale et du rôle central de l'empereur dans la société. En novembre 1867, le 15^e shogun Tokugawa régnant, Yoshinobu Tokugawa, abdique volontairement, en refusant de nommer un successeur, souhaitant laisser le pays s'ouvrir pour permettre son évolution. De plus, la mort de l'empereur Komei en janvier de la même année, donne l'occasion au jeune prince Mutsuhito d'abattre définitivement les partisans du shogunat. C'est à lui que reviendra plus tard le titre d'empereur Meiji.

Après plusieurs siècles de partage du pouvoir avec le shogun, l'empereur redevient tout puissant. Il est même rapidement associé à la nation japonaise, et reconnu comme le père du peuple. Les Japonais véhiculent ainsi l'idée selon laquelle ils descendent tous du Tenno, le premier empereur. Dans ce contexte, le peuple japonais établit des frontières radicales avec l'extérieur, qui permettent au Japon de s'ouvrir au monde sans risquer de remettre en question ses valeurs et son existence. La

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

désorganisée, mais les ordres des chefs militaires étaient de laisser les troupes se livrer à toutes les extrémités, afin de terroriser les Chinois et de couper court à toute tentative de révolte. À l'occasion du Procès de Tokyo, les chefs militaires furent reconnus coupables et condamnés à mort. Le massacre de Nankin est encore aujourd'hui l'objet d'un litige entre la Chine et le Japon, en particulier autour des manuels scolaires qui minimisent les crimes de guerre de l'armée impériale, la Chine faisant état pour sa part d'un véritable génocide.

Les occupants japonais se livrèrent à des pratiques dont certaines sont aussi condamnables que celles des nazis en Europe. En Mandchourie, à partir de 1931, une unité spéciale des troupes japonaises mit sur pied un centre d'expérimentation sur l'utilisation militaire de l'arme bactériologique. Dans le plus grand secret, deux ans plus tard, une équipe dirigée par le médecin Shiro Ishii commence à utiliser des cobayes humains pour des expériences, en puisant d'abord dans les prisons militaires, puis en étendant les expériences sur les populations civiles. Le secret a été gardé pendant longtemps, y compris par les États-Unis. Au total, entre 1933 et 1945, 3 000 personnes environ sont mortes dans ce laboratoire de l'horreur, nommé unité 731.

Par ailleurs, les Japonais firent preuve d'une arrogance excessive lors de leur conquête de la Chine continentale, et s'attirèrent ainsi une haine de leurs adversaires qu'on retrouve encore aujourd'hui dans certaines régions. Pourtant, cette invasion avait l'ambition de se placer sur une longue période, et les résultats de multiples exactions des troupes japonaises ont donc été particulièrement contre-productifs. Le romancier chinois Lao She raconte, dans son célèbre ouvrage *Quatre*

générations sous un même toit, la rancœur et la haine qu'éprouvaient ses compatriotes envers les envahisseurs, notamment du fait de leur arrogance et d'un sentiment de supériorité insupportable. Ne prenant en compte que leur avantage du moment sur une Chine désunie et à la dérive, les Japonais ne tenaient pas compte d'une longue tradition de révoltes populaires et d'actions de groupes isolés, capables de leur faire du tort. Ils n'imaginaient pas les Chinois capables de les perturber dans leur colonisation progressive de l'Asie orientale.

Les autorités militaires japonaises incitèrent les combattants à se livrer à des actes de barbarie, mettant en avant des considérations raciales visant à rabaisser les peuples asiatiques vis-à-vis de la population japonaise, ce qui détériora considérablement l'image de l'archipel. Parallèlement aux massacres commis en Chine, les Japonais multiplièrent ainsi les exactions dans les différentes zones occupées à partir de 1942. Or, la plupart de ces zones étaient d'anciennes colonies occidentales, et les témoignages des scènes d'horreur commises par les militaires furent rapportés en Occident. L'opinion publique occidentale put se faire une idée de la barbarie des militaires japonais, et cette image négative se propagea dans le monde entier.

Après la fin des hostilités, plusieurs enquêtes permirent d'établir la certitude que les exactions perpétrées par les Japonais dans les camps de prisonniers et vis-à-vis des populations civiles l'étaient de façon quasi-systématique, en suivant des directives précises. Par ailleurs, au nombre des sévices relevés, l'utilisation de pratiques médicales expérimentales contre les détenus figure parmi les plus terrifiantes. Ces pratiques, qui n'étaient pas connues pendant la guerre, mais sur lesquelles les autorités militaires américaines

avaient quelques doutes, émanaient directement de directives de Tokyo, et apparurent dès la période d'invasion de la Chine du nord, au début des années 1930, et se poursuivirent par la suite, tout particulièrement contre les Chinois. On retient le nom de la base 731, située en Mandchourie, dans laquelle furent effectuées des expériences médicales sur des prisonniers, en grande majorité chinois.

LE TRIBUNAL DE TOKYO

Sur le modèle du procès de Nuremberg qui juge les responsables nazis, le procès de Tokyo, qui s'ouvre le 19 janvier 1946, juge les criminels de guerre japonais. Parmi les 28 accusés, les principaux sont le général Tôjô, les ministres Hirota, Koiso, Araki, Matsuoka et Shigemitsu ainsi que certains chefs de l'armée du Kwantoung. D'autres procès pour « violations des lois de la guerre » sont organisés par des tribunaux alliés sur le théâtre des crimes commis. 4 200 accusés seront jugés, dont 700 condamnés à mort et 2 500 à de lourdes peines de prison. Ce n'est que le 12 novembre 1948 que seront prononcées les peines du procès de Tokyo. Parmi les condamnés à mort, on compte Tôjô, Doihara (chef des services de renseignements de l'armée du Kwantoung), le général Igataki, Hirota, Matsui (responsable du massacre de Nankin), Homma (accusé de la « marche de mort » de Bataan), Kimura qui se voyait reprocher les crimes commis en Birmanie. Parmi les condamnations à mort, celle du général Yamashita, « le Tigre de Malaisie », apparaît fort discutable car on pouvait difficilement l'accuser des crimes commis dans la défense des Philippines. L'épuration est complétée par la dissolution de 1 300 organisations nationalistes et par la mise à l'écart de tout employé public de 220 000 personnes jugées compromises avec le régime.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La Guerre froide au service de la croissance

La croissance du Japon dans les années 1950 n'est pas que le simple résultat des investissements américains combinés à la culture économique du Japon d'avant-guerre. Engagé aux côtés des États-Unis dans la Guerre froide, et placé en première ligne de la confrontation idéologique avec le communisme en Asie orientale, le Japon est rapidement perçu comme une priorité à Washington, et de nombreux efforts sont consentis afin d'éviter de voir l'archipel basculer dans l'autre camp. Une parité monétaire, très favorable au Japon, est fixée : 1 dollar pour 360 yens. Elle perdurera jusqu'en 1971 et la fin du système de Bretton Woods.

Dans la société japonaise, et malgré l'existence de groupes communistes, pour certains radicaux (sur lesquels nous reviendrons), la majorité de la population voit à partir de cette époque dans le développement économique et social le meilleur barrage à l'expansion du communisme. Le soutien économique des États-Unis est ainsi de mieux en mieux accepté. Cette tendance ne fait que se confirmer une fois que la période d'occupation américaine prend fin, et que l'alliance stratégique Tokyo-Washington est officiellement énoncée.

Le déclenchement de la guerre de Corée en 1950 apporte indirectement au Japon une opportunité unique de voir son économie croître à une vitesse supérieure. Pour les États-Unis, cette guerre idéologique impose la nécessité de porter une assistance plus grande à l'allié japonais, afin d'éviter qu'il ne soit à son tour gangrené par le communisme. De même, l'importante présence militaire dans la région fait du Japon la base arrière du conflit, et la production industrielle japonaise connaît un boom spectaculaire. Enfin, la disgrâce de MacArthur en 1951 consécutivement à ses positions dans la guerre de Corée

précipite l'indépendance du Japon et la fin de la période d'occupation.

D'une certaine manière, la guerre de Corée a lancé le démarrage de ce « miracle » qui n'est qu'un effort national faisant suite à celui de l'ère Meiji. Dans la coévolution où le changement de l'un fait la promotion et facilite le changement de l'autre, l'industrie japonaise a ouvert les portes à celle de la Corée et des tigres de l'Asie du Sud-Est, réalisant le rêve d'une sphère de coprosperité que la conquête militaire de la Seconde Guerre mondiale n'était comme nous l'avons vu pas parvenue à mettre en place. Le Japon devient ainsi, après la fin du conflit coréen, une véritable référence pour les économies continentales tentées de suivre son exemple.

Dans les années 1960, la politique japonaise se stabilise de manière définitive, et la croissance s'accélère. Le Japon passe en une décennie du statut de puissance émergente à celui de troisième puissance économique mondiale, derrière les États-Unis et l'URSS, et devant les puissances européennes. Cette décennie est également marquée par les premiers investissements massifs hors de l'archipel. Les quatre petits dragons asiatiques, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour, profitent ainsi du développement japonais pour s'affirmer à leur tour. Le Japon s'appuie sur sa production industrielle, mais amorce dès cette époque une reconversion de son économie vers les services, qui se poursuivra dans les années 1970 et 1980. Le Japon entretient également des relations étroites avec la Chine dès la fin des années 1960, et ce malgré les divergences politiques profondes qui existent entre les deux pays.

Forts de cette croissance exceptionnelle, les Japonais voient leur niveau de vie augmenter de manière très sensible, et dépasser même le niveau de la plupart des économies européennes. Les Japonais commencent à voyager à l'étranger et

à étudier dans des universités à l'extérieur du Japon. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une puissance économique asiatique est reconnue à son juste niveau par les pays occidentaux.

Les keiretsu, le bras armé de la croissance économique

La puissance économique japonaise s'est également appuyée sur des entreprises surpuissantes, et présentes dans une multitude de secteurs d'activité, les keiretsu. Avant les années 1950, on parlait de zaibatsu, mais ces dernières furent démantelées lors de la période d'occupation du Japon, en raison de leurs liens forts avec le militarisme japonais impérial, au sein d'un complexe militaro-industriel. Mais les structures ne furent pas fondamentalement modifiées, et le fonctionnement des zaibatsu, qui avait marqué la montée en puissance spectaculaire du Japon sous l'ère Meiji, s'est perpétué dans les keiretsu. Les quatre keiretsu Mitsubishi, Sumitomo, Mitsui et Fuyo sont ainsi issues des zaibatsu d'avant la guerre.

Les keiretsu parviennent à diminuer les coûts de production en s'appuyant sur un appareil de production qui couvre de multiples secteurs, et sont souvent complémentaires les uns des autres. On assiste ainsi à l'apparition de groupes gigantesques qui sont présents sur différents marchés, et sont capables de concurrencer les entreprises occidentales en raison de la baisse des coûts multiples. Cette tendance se retrouve également dans les coûts liés aux exportations, et le Japon devient rapidement un champion du commerce international, en s'imposant comme l'un des principaux exportateurs.

Dans les années 1950, les entreprises japonaises, le plus souvent des keiretsu, développent par ailleurs des liens très forts

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

police organisées par l'ONU.

Dans l'ensemble, le Japon a modifié sa philosophie de la défense au cours des dernières années. Dans les faits, les bases de la nouvelle alliance ont été posées par la législation spéciale post 2001, qui a autorisé la participation des FAD à des missions globales hors Nations unies – contrairement aux précédentes interventions, depuis celle au Cambodge, en 1992 –, et ne relevant pas légalement et formellement du traité bilatéral de 1960. Après la « loi spéciale sur la lutte contre le terrorisme » qui, en octobre 2001, avait permis l'envoi des FAD dans l'océan indien comme soutien arrière à la coalition internationale contre le régime taliban en Afghanistan, la « loi spéciale pour soutenir la reconstruction de l'Irak » autorisait en 2003 l'intervention nipponne à Samawa, dans le sud du pays.

Pour le chercheur affilié à l'*Institute for Defense Analyses* à Washington, Daniel Kliman, le Japon a adopté après les attentats du 11 septembre 2001 une attitude plus réaliste en matière de politique étrangère, et a réévalué les menaces pesant sur sa sécurité, ce qui a conduit à la relance des débats sur la révision de la Constitution. Pour autant, et même avec une Constitution hypothétiquement révisée, la posture de défense du Japon ne devrait pas, selon lui, être profondément modifiée.

Les premiers déploiements de forces japonaises, sous la bannière des Nations Unies se sont faits en 2004 en Irak ainsi qu'en Indonésie à la suite du tsunami ayant frappé ce pays en décembre 2004. La mission des soldats de la paix japonais en Irak, sous protection des troupes australiennes, était de participer à la reconstruction de l'Irak sans prendre partie à un conflit. 2004 est à ce titre une date décisive. C'est la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale que des troupes japonaises sont présentes sur un sol étranger. Certains pourraient voir en cet acte une entorse constitutionnelle, d'autre

une interprétation extensive des missions fixées constitutionnellement aux Forces d'Autodéfense.

Les années 1990 : de l'essoufflement à la crise

Arrivé au sommet au début des années 1990, et alors souvent présenté comme la grande puissance émergente, dont les acquisitions dans l'économie américaine sont parfois vécues comme un « nouveau péril jaune », en particulier aux États-Unis, le Japon négocie mal le virage de l'après-Guerre froide et s'enfonce dans une crise économique aux conséquences sociales et politiques multiples.

La croissance en berne

Politiquement, l'empire du soleil levant ne représente plus le même attrait après la fin de la bipolarité, même s'il reste l'un des alliés les plus fidèles de Washington. Mais c'est surtout au niveau économique et commercial que le modèle japonais rencontre ses premières limites. D'une part, la compétitivité des petits dragons asiatiques empiète de plus en plus sur les exportations japonaises, et au tournant de la fin de la Guerre froide, l'émergence de la Corée du Sud, de Taiwan, de Hong Kong et de Singapour se fait au détriment de Tokyo, dont les produits sont moins bon marché. Parallèlement, la consommation des ménages japonais baisse de manière sensible à cette période, la population japonaise ayant atteint un niveau de vie dépassant celui des démocraties occidentales. Les produits japonais s'exportent moins, et la demande domestique ne permet plus de contrebalancer les résultats moins bons des exportations. Comparés aux décennies précédentes, comme

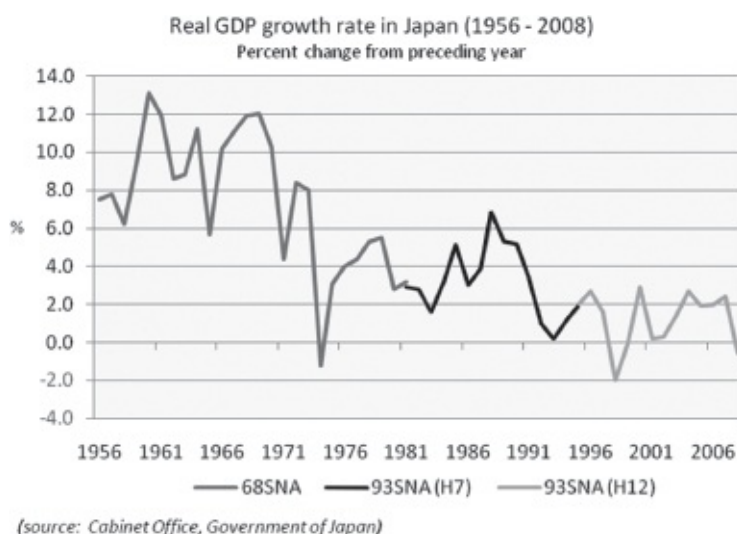
l'indique le tableau ci-après, tous les indicateurs sont en berne.

	PIB	Consommation Privée	Investissement logement	Investissement entreprises	Demande publique	Exportations	Importations
1980-1990	3,8%	3,5%	2,7%	7,3%	2,5%	4,7%	6,6%
1990-2003	1,5%	1,5%	-2,2%	0,6%	2,1%	4,2%	3,2%
1993-2003	0,9%	0,8%	-2,1%	0,7%	0,8%	4,2%	2,8%

Source : ESRI, calculs DF

La courbe ci-après permet de constater dans quelle mesure la croissance du PIB japonais entre, après le début des années 1990, de manière chronique dans une période difficile, qui se prolonge encore de nos jours.

Évolution de la croissance du PIB japonais de 1956 à 2008



La chute de la croissance provoque une importante hausse du taux de chômage dans un pays qui stagnait en dessous de la barre des 3 %. Dès le milieu des années 1990, le Japon voit le nombre de ses sans-emploi grimper, provoquant des problèmes sociaux dont l'archipel s'était mis à l'abri depuis les années 1950.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

parallèlement à Taiwan, Hong Kong et Singapour, un décollage économique spectaculaire, qui se traduisit ensuite par une démocratisation de son régime. Depuis cette période, le Japon et la Corée du Sud furent par ailleurs deux partenaires commerciaux majeurs. Le montant des échanges commerciaux s'élevait à 82 milliards de dollars américains en 2007. Et face à l'émergence de la Chine, les deux pays se sont souvent retrouvés côte à côte, en raison de la nature du régime chinois.

Mais les points de discorde entre Séoul et Tokyo n'en demeurent pas moins très présents. La souveraineté des Dokdo (Rochers de Liancourt/Takeshima) en mer du Japon (appelée mer de l'Est par les Coréens) est ainsi un sujet de contentieux entre les deux pays. Ces dernières années, les positions sud-coréennes se sont durcies sur cette question, avec à plusieurs reprises des manœuvres navales organisées dans les eaux environnantes, comme ce fut le cas à l'été 2008. Les tensions étaient particulièrement palpables avec la coexistence de deux gouvernements conservateurs à Tokyo et à Séoul. Mais avec l'arrivée au pouvoir de Yukio Hatoyama en septembre 2009 et les changements politiques qui se poursuivent au-delà de son bref mandat de Premier ministre, le Japon se montre désireux de ne pas altérer les relations avec son voisin.

Les contentieux historiques liés à l'occupation japonaise restent en tout cas présents dans les relations entre Coréens et Japonais, ces tensions ayant des conséquences sur les relations diplomatiques. Ainsi, des initiatives ont été prises pour que le gouvernement japonais reconnaisse l'esclavage sexuel des femmes de réconfort pendant la Seconde Guerre mondiale. Le révisionnisme au Japon, s'agissant notamment de la présentation de l'occupation japonaise dans les manuels d'histoire japonais, est très fortement ressenti par l'opinion sud-coréenne. Les visites d'officiels japonais dans le sanctuaire de Yasukuni ont

également été très mal acceptées en Corée du Sud, et les Japonais d'origine coréenne ont souvent manifesté contre le spectre du nationalisme japonais. Les tensions peuvent ainsi rejaillir en toute occasion.

Sur un plan politique, la Corée du Sud cherche depuis quelques années à s'affirmer dans la région comme la passerelle entre Tokyo et Pékin. Profitant de son statut de puissance moyenne et des relations cordiales qu'elle entretient avec ses deux puissants voisins, la Corée du Sud cherche ainsi une reconnaissance dans son rôle de moteur d'une intégration économique régionale. Sa stabilité économique lui permet d'attirer les capitaux de ses deux voisins. Et pour garder son indépendance politique, la Corée du Sud possède un autre avantage : une forte présence militaire américaine depuis la Guerre froide. Cette situation a pour effet de modifier la relation entre le Japon et la Corée du Sud. Tokyo ne peut plus aujourd'hui sous-estimer son voisin, et le rejeter pourrait inciter Séoul à se jeter dans les bras de Pékin. Les enjeux stratégiques communs sont ainsi mis en avant, comme le dossier nucléaire nord-coréen ou les efforts en vue de créer une zone intégrée incluant l'ASEAN (voir plus loin). Ancienne colonie du Japon, la Corée du Sud est ainsi aujourd'hui dans l'ensemble respectée et ménagée.

Taiwan, allié stratégique ou affirmation politique ?

Taiwan est l'un des principaux alliés stratégiques du Japon dans la région. Le principal même si on considère que la Corée du Sud se positionne entre Tokyo et Pékin. À l'inverse, les relations entre Taipei et Tokyo se sont consolidées depuis la fin de la Guerre froide, Taiwan voyant dans le Japon un de ses principaux soutiens face à la Chine. Tokyo voit ainsi d'un œil

attentif et méfiant les relations inter-détroit, et l'importance des relations avec Taiwan imposerait automatiquement des réactions japonaises dans le cas d'une confrontation inter-détroit. Le Japon est ainsi pris entre son désir de mettre en avant l'intégrité territoriale de Taiwan et la volonté de ne pas s'opposer de manière trop frontale à la Chine. Une position à certains égards comparable à celle des États-Unis.

Taiwan s'est exhortée à courtiser le Japon sous la présidence de l'indépendantiste Chen Shui-bian (2000-2008), un geste auquel le Japon répondit de manière favorable, sentant une opportunité de jouer un rôle de premier plan dans les questions inter-détroit. Située parmi d'antécédents pourvus de liens historiques et économiques marquants, cette relation resserrée se vit à la fois encouragée et contrainte par la relation complexe de ces deux pays avec la Chine et les États-Unis. Bien qu'il n'eût pas consenti à embrasser ouvertement les notions de quasi-alliance du président Chen, le Japon démontra néanmoins un intérêt à développer une position plus marquée sur l'idée d'alignement avec Taiwan, par une relation plus ample et plus intense, y compris par une collaboration sur les questions de sécurité. La Chine a manifesté à de nombreuses reprises son opposition à cette « ingérence du Japon dans sa politique intérieure ». Plus récemment, avec la reprise spectaculaire du dialogue inter-détroit initiée par le président taiwanais Ma Ying-jiou (arrivé au pouvoir en 2008), le Japon s'est trouvé moins directement exposé dans le contentieux Taiwan-Chine. Mais toute dégradation de la relation entre les entités rivales aurait des incidences immédiates sur le positionnement de Tokyo.

Washington suit avec beaucoup de méfiance l'intérêt que manifeste le Japon pour la question taiwanaise, qui pourrait à terme poser de véritables problèmes, dans le cas d'une éventuelle confrontation militaire. Les États-Unis, sur cette

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nécessaire aux pays les plus affectés. Et le savoir-faire de Tokyo en matière de détection des séismes fut un plus conséquent. C'est un terrain sur lequel la diplomatie japonaise à l'égard des pays de l'ASEAN peut se montrer performante.

Les ambitions de Tokyo sont en tout cas de taille. Le gouvernement de Yukio Hatoyama souhaitait même accélérer le rapprochement entre les pays de l'ASEAN et les pays d'Asie du Nord-Est, dans une sorte de gigantesque alliance qui regrouperait à la fois le Japon et la Chine. Yukio Hatoyama a notamment évoqué lors d'une rencontre en octobre 2009 à Hua Hin, dans le sud de la Thaïlande, la nécessité de s'appuyer sur les accords de libre-échange entre l'ASEAN et ses six partenaires pour développer une nouvelle structure. Le Japon est désireux d'œuvrer à la mise en place de structures de concertation au niveau régional. Il souhaite si possible que ces mécanismes émergent à son initiative. Séoul est associée à ces initiatives. D'ailleurs, en marge des forums de l'ASEAN se tiennent désormais les rencontres trilatérales entre les chefs d'État et de gouvernement chinois, japonais et sud-coréen. Ces échanges réguliers doivent approfondir la coopération entre les trois États sur des questions d'intérêt commun, notamment dans les domaines économiques, culturels et de protection de l'environnement.

Malgré les souhaits de Tokyo, l'émergence d'une organisation de coopération efficace et comprenant les pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est devrait toutefois rester au stade de projet dans les années qui viennent, les différences politiques et économiques et les ambitions individuelles de chaque pays restant à l'heure actuelle des obstacles. Mais en proposant un partenariat avec la Chine et laissant de côté la rivalité, Tokyo entend donner un nouveau souffle à la relation avec les pays de l'ASEAN.

-
1. Nobuyoshi Sakajiri, “North Korea’s Triumph”, *Far Eastern Economic Review*, 9 avril 2009.
 2. Cité dans Stéphane MARCHAND, *Quand la Chine veut vaincre*, Paris, Fayard, 2007, p. 268.

Chapitre IV

La pierre angulaire de la politique américaine en Asie-Pacifique

L'alliance entre les États-Unis et le Japon résistera à l'épreuve de tous les changements politiques.

Hillary Clinton

Le lien stratégique très fort qui unit le Japon et les États-Unis est un élément qui a été souligné à de multiples reprises, notamment dans la *Quadriennial Defense Review* de 2006. L'expression « solidarité stratégique » a même été choisie dans le document pour le qualifier. Le 16 novembre 2007, une autre expression, beaucoup plus forte, mais qui résume l'importance du lien stratégique entre les deux pays, a été utilisée par George W. Bush, qui a affirmé que la relation américano-japonaise était « *la pierre angulaire de la sécurité et de la paix* ». Ce qualificatif est encore aujourd'hui utilisé dans les échanges entre les deux pays, et Barack Obama n'a pas sur ce point amorcé de virage majeur. Le Japon est l'un des alliés les plus proches de Washington, et si Tokyo aime à le rappeler, cela n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes.

Les États-Unis sont même une obsession pour le Japon, et un référent permanent pour sa sécurité. Et chaque geste de Washington pouvant être interprété comme une tentative de tourner le dos à Tokyo est immédiatement l'objet d'une attention marquée. Après huit ans de présidence Bush, qui fut peu présente en Asie orientale, et les craintes de voir Washington s'intéresser désormais plus à la Chine qu'au Japon, les espoirs

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Repenser l'alliance Tokyo-Washington

Au début de la décennie 2000, les milieux conservateurs américains invitèrent de manière répétitive et souvent insistante le Japon à modifier le niveau de son engagement sur les questions sécuritaires, en d'autres termes à faire plus dans le cadre de l'alliance avec les États-Unis. Le rapport Armitage suggérait ainsi que « *la prohibition du Japon contre ses moyens d'autodéfense collective est une contrainte pour la coopération entre les alliés* ». Certains voyaient même dans cette posture le réveil des ambitions régionales de Tokyo, notamment dans le domaine militaire, être avalisé par les États-Unis.

Alors que « *la possibilité d'un conflit interétatique majeur demeure plus élevée en Asie que dans d'autres régions* », selon le rapport du projet 2020 du *National Intelligence Council* pour la CIA, le Japon semble en tout cas bien décidé à s'affirmer comme une puissance diplomatique et militaire de premier rang sur la scène régionale et au plan international, posture inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Or, malgré des équipements militaires très sophistiqués et un budget de la défense important, aux environs de 40 milliards de dollars annuels – ce qui le place au cinquième rang mondial des dépenses militaires, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la France, cet ordre changeant d'une année sur l'autre à l'exception des États-Unis –, le Japon est limité dans ses interventions à l'étranger par sa Constitution pacifiste et par le blocage de sa candidature comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour retrouver un rôle diplomatique à part entière et un statut de puissance militaire « normale », le renforcement de la coopération en matière de défense avec les États-Unis apparaît donc comme la voie la plus efficace.

En mars 2000, le Secrétaire à la Défense de Bill Clinton, William Cohen, notait déjà que la pièce maîtresse de la stabilité dans la région est constituée des alliances nouées par les États-Unis avec le Japon, la Corée du Sud, l’Australie, la Thaïlande et l’amélioration des relations militaires avec les Philippines : « *il n’y a pas meilleure illustration de la stabilisation apportée par la présence militaire américaine que la crise économique de la fin des années 1990, qui aurait pu dégénérer en crise sécuritaire* », en référence à la crise asiatique qui avait démarré en Thaïlande durant l’été 1997. Mais avec les choix de l’administration Bush, et la méfiance croissante à l’égard de la montée en puissance militaire de la Chine, le lien stratégique avec Tokyo fut renforcé. D’où les inquiétudes des dirigeants japonais avant le changement d’équipe à la Maison-Blanche, et les interrogations sur le fait de savoir si ce lien conserverait toute son importance avec l’administration Obama. Mais en fait, c’est surtout le changement de gouvernement à Tokyo qui fut porteur de modifications sensibles, en particulier sur la conception de la défense et les projets en cours.

La suspension du projet de défense antimissile

Le gouvernement japonais a annoncé mi-décembre 2009 la suspension de l’implantation d’un bouclier antimissile développé avec les États-Unis, au moins jusqu’en avril 2011. Les autorités ont décidé de ne pas allouer de budget à la poursuite de ce projet pour la prochaine année budgétaire, d’avril 2010 à mars 2011, dans le cadre d’une révision de la stratégie de défense lancée par le nouveau pouvoir de centre-gauche. « *Nous allons attendre que les nouvelles priorités de la défense soient publiées* » avant de déployer de nouveaux missiles antimissiles sol-air Patriot Advanced Capability 3

(PAC-3) supplémentaires, a déclaré le ministre de la Défense Toshimi Kitazawa devant la presse.

Le ministère de la Défense avait auparavant sollicité des fonds pour installer des missiles sur trois bases supplémentaires. Plusieurs bases sont déjà équipées en PAC-3, notamment aux environs de Tokyo. Au total, onze bases doivent être dotées de missiles PAC-3, dans le cadre d'un bouclier antimissile comprenant aussi des missiles antimissiles SM-3 embarqués sur quatre navires de guerre. Développés conjointement avec les Américains, ces deux systèmes antimissiles doivent fournir un double rideau défensif à l'archipel. Ainsi, si un missile adverse tiré à l'encontre du Japon était manqué par le SM-3 dans l'espace, il pourrait être intercepté ensuite par le PAC-3.

Ces dernières années, les gouvernements américain et japonais avaient accéléré leur collaboration sur le programme de défense antimissile. Le programme de défense nationale et le programme 2005-2009 concernant l'accroissement des moyens de défense approuvé par le gouvernement japonais, le 10 décembre 2004, énoncent une politique prévoyant la mise en place d'un système de défense antimissile. Le gouvernement japonais ajouta au système de défense antimissile des équipements cruciaux ainsi que des unités majeures. La décision du gouvernement de Yukio Hatoyama mit ainsi un coup d'arrêt brutal à une coopération qui permettait de cimenter la relation stratégique Tokyo-Washington.

Mais c'est surtout au niveau de la symbolique que cette décision est lourde de sens. On sait en effet que l'administration Obama ne place pas dans la défense antimissile les mêmes espoirs que l'administration Bush, et à cet égard le gouvernement japonais ne fait que partager les vues de l'équipe en poste à Washington. En revanche, en annonçant de manière assez brutale, et unilatéralement, la suspension d'un projet

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sur l'analyse de psychiatres qui, après avoir étudié le cas de plusieurs ex-disciples de la secte traités dans les hôpitaux, conclurent à un type de folie collective empêchant les personnes atteintes de contrôler leurs actes. Une troisième hypothèse, messianique, compatible avec les deux précédentes, estime que l'enjeu de la violence est de trier ceux qui seront sauvés au moment du Jugement dernier. À cet égard, il convient de rappeler que la secte avait déjà perpétré une attaque similaire quelques mois auparavant. En répandant du gaz sarin dans le métro de la ville moyenne de Matsumoto dans la nuit du 27 au 28 juin 1994, Aum Shinrikyô avait provoqué la mort de huit personnes, et deux cents blessés. L'attaque de Tokyo n'était donc que le nouvel acte d'une entreprise de terreur déjà mise à l'épreuve.

Avec l'attentat dans le métro de Tokyo, les inquiétudes sur l'utilisation par des groupes terroristes d'armes de destruction massive se sont invitées dans les débats de société au Japon. Dans ce contexte, les risques liés à la prolifération sont pris très au sérieux au Japon. D'autant que la Corée du Nord voisine est souvent dans le viseur de la communauté internationale concernant ses activités dans ce domaine. Les risques de prolifération se confondent ainsi avec les défis sécuritaires régionaux dans le cas du Japon. De manière plus globale, le Japon est un pays généralement très actif sur le terrain de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a notamment choisi le 2 juillet 2009 le diplomate japonais Yukiya Amano pour succéder à Mohamed El-Baradeï au poste de directeur général. Le fait d'avoir désigné un diplomate japonais est un signe clair de l'AIEA en faveur du renforcement du rôle clef du Japon dans ce domaine. Tokyo se montre également très active sur les questions de prolifération chimique et biologique. Il est dès lors intéressant de noter que la

lutte contre la prolifération est inscrite de manière régulière dans les objectifs de la politique étrangère du Japon, et ce malgré les débats sur le nucléaire militaire, sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Les débats sur la Constitution

Depuis la fin de la Guerre froide, le Japon est revenu progressivement sur le devant de la scène des questions de politique étrangère et de défense, passant ainsi d'une situation de nain politique à celui de puissance assumée. Après l'envoi de démineurs dans le Golfe arabo-persique consécutivement à la guerre du Golfe de 1991, qui provoqua une vive protestation des mouvements pacifistes, et la crainte de ceux qui y virent ressurgir le spectre du militarisme, Tokyo poursuivit sa montée en puissance en parvenant, en une décennie, à normaliser ses outils de politique étrangère. Cela aboutit à l'envoi de troupes en Irak en 2003. Pour la première fois depuis 1945, des combattants japonais servent hors de l'archipel, et leur départ pour le Moyen-Orient, célébré en grande pompe au Japon, a également été accompagné de réactions négatives. Les débats actuels dans l'archipel portent sur la possibilité de recréer une armée régulière consécutivement à l'expérience irakienne, au lieu de forces d'auto-défense chargées de protéger le territoire en cas d'agression. Si les perspectives de modification de la Constitution demeurent encore incertaines sur cette question, il est indiscutable que le Japon n'exclue pas la possibilité de voir un jour renaître une armée nationale.

Assurer une défense plus efficace de l'archipel

Les arguments justifiant une montée en puissance du Japon sont essentiellement d'ordre défensif. Ceux qui plaident en faveur d'un appareil militaire plus performant s'appuient ainsi sur la nécessité d'assurer la défense de la souveraineté territoriale japonaise face à des menaces extérieures réelles (comme la Corée du Nord) ou potentielles (comme la Chine). Plus fondamentalement, et malgré ses relations stratégiques étroites avec les États-Unis analysées au chapitre précédent, le Japon souhaite être en mesure d'assurer seul sa défense.

À cet égard, le Japon s'est résolument tourné vers le déploiement d'un système de défense antimissile. Ce projet nippo-américain suscite une grande inquiétude. Ces dernières années, les gouvernements américain et japonais ont accéléré leur collaboration sur le programme de défense antimissile. Le nouveau programme de défense nationale et le programme 2005-2009 concernant l'accroissement des moyens de défense approuvé par le gouvernement japonais, le 10 décembre 2004, énoncent une politique prévoyant la mise en place d'un système de défense antimissile. Le Gouvernement japonais ajouta au système de défense antimissile des équipements cruciaux ainsi que des unités majeures, et notamment quatre navires de guerre équipés du système Aegis et trois batteries de missiles surface-air Patriot PAC-3. Les États-Unis ont déjà admis, en principe, la production sous licence par le Japon de missiles surface-air mis au point par les États-Unis, qui seront au cœur du système commun de défense antimissile. L'Agence de défense du Japon a proposé de commencer le déploiement d'un système de défense antimissile balistique en 2006 et d'y consacrer 10 milliards de dollars sur sept ans.

Afin de faciliter la coopération entre les États-Unis et le Japon pour la mise au point, la production et le déploiement du programme de défense antimissile, les nouvelles directives de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Un nationalisme aux conséquences régionales

Conséquence des problèmes que rencontre actuellement le Japon, le spectre du nationalisme pourrait resurgir à court terme, et même aujourd'hui dans l'opposition, les conservateurs restent actifs sur cette question. Taro Aso lui-même a un passé sulfureux sur la question, et son année à la tête du gouvernement avait un temps fait craindre la mise en avant de thèses nationalistes, la crise économique ayant finalement pour effet de limiter ses ardeurs sur la question. En tant que ministre des Affaires étrangères, il s'était montré d'une grande intransigeance avec ses voisins, heurtant sensiblement la Corée du Sud, et créant une situation de crise avec la Chine. De quoi inquiéter les observateurs. Yasuo Fukuda était parvenu, au terme d'une année riche sur le front de la diplomatie, à tourner la page des tensions avec les voisins du Japon sur la question sensible de la Seconde guerre mondiale, et des orientations nationalistes de Tokyo. En refusant notamment de se rendre au sanctuaire de Yasukuni, et en présentant des excuses officielles pour les crimes de guerre du Japon, il avait fait des avancées considérables dans l'amélioration des relations avec ses voisins. Mais de nouvelles interprétations de l'aile conservatrice du PLD ne sont pas à exclure. Yasukuni pourrait ainsi, une nouvelle fois, se trouver au centre de tensions diplomatiques, si des officiels haut-placés du PLD décidaient de s'y rendre à nouveau. Sur ce point, notons que l'arrivée au pouvoir du PDJ semble écarter de tels risques, mais il est encore difficile de savoir quelles orientations prendra l'opposition, en particulier dans la mesure où le PLD n'est pas habitué à un tel rôle dans la vie politique japonaise. Les risques de voir des mouvements nationalistes resurgir ne sont donc pas à exclure.

Les diplomates japonais se montrent cependant de manière

constante rassurants sur le maintien du dialogue avec Pékin. Un pragmatisme qui s'explique par la nécessité pour Tokyo d'améliorer ses relations avec la Chine, au risque d'être de plus en plus isolé dans la région. Les principaux alliés de Tokyo dans la région, Taiwan et la Corée du Sud, se montrent en effet plus disposés à dialoguer avec la Chine, de même que les États-Unis, autre acteur régional de premier plan, et le Japon ne peut se permettre de faire bande à part. On imagine dès lors à Tokyo un scénario semblable à celui de Séoul, après l'arrivée au pouvoir de Lee Myung-bak en début d'année : une bonne dose de pragmatisme dans le dialogue avec Pékin, mais sans pour autant s'abaisser devant la puissance chinoise.

Les voisins asiatiques du Japon, qui ont encore en mémoire la colonisation nippone au siècle précédent, voient en tout cas d'un mauvais œil cette évolution vers une remise en cause du système post-1945, axé sur le pacifisme. L'exacerbation des nationalismes et les enjeux stratégiques se conjuguent avec les nombreux traités de sécurité ou de coopération signés par les États-Unis en Asie-Pacifique pour entretenir un mouvement de course aux armements dans cette zone : elle est devenue le deuxième marché mondial de l'armement, après le Proche-Orient, avec un volume d'achat supérieur à 150 milliards de dollars entre 1990 et 2002.

Le danger d'un retour des nationalistes reste en tout cas, provisoirement du moins, exclu au Japon. Mais cette force politique reste très présente dans les rangs du PLD. Il convient toutefois de relativiser le sens du nationalisme au Japon. Les nationalistes japonais sont tournés vers le passé, mais n'ont pas de visée expansionniste. Cela les différencie des mouvements nationalistes traditionnels, qui sont généralement à tendance xénophobe, et ont de réelles visées expansionnistes. Mais il n'en demeure pas moins que ces courants révisionnistes sont

importants dans les rangs du PLD, et que cela a des incidences majeures sur les relations que le Japon entretient avec ses voisins, au premier rang desquels la Chine.

1. Le 30 mai 1972, le massacre du Lod Airport de Tel-Aviv a tué 26 personnes et en a blessé 80 autres. Deux des trois terroristes se sont tués eux-mêmes avec les grenades. Certains pensent que cet acte a inspiré par la suite les attaques suicides palestiniennes.

2. Cité dans Richard Dobson, « Prolifération nucléaire possible sinon probable en Asie », *Libération*, 19 octobre 2006.

3. Philippe PELLETIER, *Japon : crise d'une autre modernité*, Paris, Belin, 2003, p. 184.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

même époque ce thème dans son livre *Parasites*, analysant les vulnérabilités d'une jeunesse japonaise en manque de repères, pouvant être instrumentalisée à des fins criminelles.

On remarque cependant que les caractéristiques de la jeunesse japonaise de nos jours ne sont pas propres au Japon, mais s'imposent de manière tout aussi marquée dans la plupart des pays développés, notamment en Europe occidentale ou en Amérique du Nord. Il n'y aurait ainsi pas de spécificité japonaise en la matière, les autres pays de la région étant par ailleurs dans une situation comparable.

La crainte perpétuelle du déclin

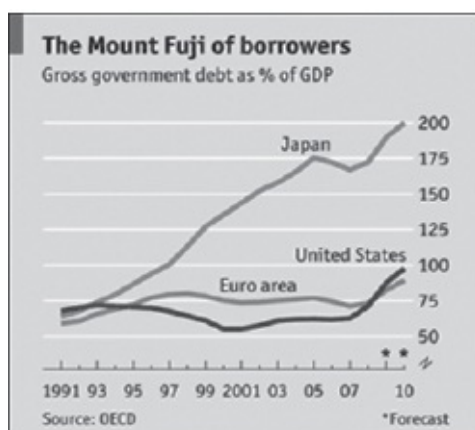
Si la population chinoise est aujourd'hui considérée, par différents instituts de sondages, comme la plus optimiste au monde, en référence à la montée en puissance de la Chine, la population japonaise semble pour sa part s'enfoncer dans un pessimisme que les difficultés économiques et sociales amplifient, mais qui reste très présent dans la société japonaise, même quand celle-ci traverse des périodes plus favorables.

Le Japon perdra prochainement son rang de deuxième puissance économique mondiale au profit de la Chine, estimait en mai 2009 l'ancien ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie. Un rang auquel Tokyo s'était hissé en 1968, après avoir pris successivement le dessus sur les puissances économiques d'Europe occidentale. Il s'agit donc d'un événement majeur. Face à l'émergence économique, politique et militaire de la Chine, les Japonais ont le sentiment de voir leur place et leur rôle sur la scène internationale se réduire rapidement. Dès lors, il n'est pas surprenant que le moral des

Japonais, en particulier des élites économiques et politiques, soit empreint de morosité et même souvent de défaitisme.

La dette publique japonaise est également devenue un problème à la fois chronique et de plus en plus pesant. Longtemps au niveau des autres puissances économiques sur ce point, le Japon est entré depuis le début des années 1990 dans une spirale de la dette qui le place aujourd'hui dans une situation critique. La courbe ciaprès indique parfaitement l'ampleur de ce phénomène au Japon, notamment en comparaison avec les États-Unis et la zone Euro, où cette question est pourtant également préoccupante.

La dette publique (en pourcentage du PIB)



Les évolutions récentes ne se limitent pas à ce phénomène. L'emploi à vie, qui fut longtemps la caractéristique principale du marché du travail japonais est, depuis les années 1990, progressivement remis en cause. Les keiretsu restent des conglomérats gigantesques, mais sont devenus des entreprises comme les autres. Les Japonais changent d'emploi et d'entreprise, et sont parfois exposés au chômage, même si ce dernier reste très nettement inférieur aux autres pays industrialisés.

D'autre part, le Japon était encore, au début des années 2000, le dernier pays développé épargné par le phénomène des sans-abri. Mais au cours de la décennie perdue (1980-1990), le nombre d'exclus a été multiplié par plus de 50. On en dénombrait, en 2002, environ 25 000, soit un nombre très limité en comparaison avec les autres pays industrialisés, mais cette augmentation a modifié le regard des Japonais sur le développement de leur pays, et sur les retombées sociales qui doivent l'accompagner. Les sans-abri sont généralement regroupés dans les *yoseba*, des espaces publics municipaux, où ils échappent au regard des citoyens qui tendent à les rejeter en raison de l'image négative dont ils sont porteurs dans la société japonaise.

Les Japonais sont excessivement pessimistes, et le moindre signe négatif est immédiatement interprété comme la manifestation du déclin de la civilisation japonaise. Le roman de Komatsu Sakyô, *La submersion du Japon*, imagine la disparition de l'archipel, à la suite de catastrophes naturelles. Cette parabole des angoisses les plus profondes de la société japonaise est révélatrice de cette crainte du déclin.

Il convient cependant de s'interroger sur la définition à donner à cette thèse du déclin dans le cas du Japon, et surtout à éviter les comparaisons trompeuses avec le sens qu'on peut donner à cette approche dans les pays occidentaux. Le déclin du Japon reste ainsi relatif, si on considère que l'existence du Japon n'est pas véritablement menacée, et que l'identité japonaise n'est pas remise en question. Il s'agirait donc plus de la perception d'une baisse d'influence sur la scène internationale, résultant d'une croissance moins soutenue. Mais là aussi, un tel constat reste relatif, si on considère que la place du Japon dans le monde n'a pas particulièrement régressé au cours des dernières décennies, et est même montée en puissance,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Nagasaki des droits analogues à ceux concédés aux Américains.

29 juillet 1858 : Traité d'Edo avec les États-Unis.

20 août 1864 : Les samourais rebelles des clans du sud sont vaincus devant Kyoto par les forces de l'empereur et du shogun.

Janvier 1867 : L'empereur Komei meurt. Son fils Mutsu-Hito lui succède.

9 novembre 1867 : Abdication du quinzième shogun Tokugawa. Avènement du jeune empereur Mutsu-Hito, âgé seulement de quinze ans, qui inaugure l'ère Meiji – le « Gouvernement éclairé ».

1870 : Apparition du premier journal quotidien japonais, le *Yokohama Mainichi*, suivi par le *Nisshin Shinjisi* en 1872, l'*Asahi Shimbun* en 1879 et le *Jiji Shimpo* en 1882. Abolition de la stratification sociale à quatre niveaux – guerriers, paysans, artisans, marchands – établie par les Tokugawa.

1870-1872 : Construction de la ligne de chemin de fer Tokyo-Yokohama, financée par un emprunt public lancé en Angleterre. Le réseau ferré sera de 2 679 km en 1906.

1871 : Création d'un ministère de la Justice.

1871 : Formation d'une armée moderne qui se substitue à celle issue des clans traditionnels. Création d'une monnaie nationale, le yen. Création d'un système postal moderne.

2 septembre 1871 : L'enseignement primaire devient obligatoire ; l'âge de la scolarité va de six à treize ans et la gratuité sera établie en 1887.

50 000 écoles primaires sont créées et seuls 5 % des conscrits

seront illettrés en 1908. En 1872, 256 établissements secondaires sont mis en place à leur tour et l'enseignement technique est également organisé à ce moment. La création de huit universités est aussi prévue et quatre seront déjà en place à la fin de l'ère Meiji.

1878 : Ouverture de la Bourse de Tokyo.

1882 : Institution d'un code pénal d'inspiration française, remplacé en 1903 par un système davantage inspiré par le modèle allemand.

11 février 1889 : La constitution proclame l'empereur « sacré et inviolable » et met en place un système dans lequel l'exécutif dispose d'un pouvoir quasi absolu.

2 février 1890 : La justice est organisée sur le modèle prussien.

1894-1897 : Les « traités inégaux » conclus avec les puissances étrangères sont progressivement abrogés.

11 septembre 1894 : Les Japonais détruisent la moitié d'une flotte chinoise dans le golfe du Petchili et s'emparent de Port Arthur le 21 novembre suivant.

30 janvier 1895 : Les Japonais débarquent à Wei Hai-Wai puis, le 23 mars, à Taiwan.

17 avril 1895 : Traité de Shimonoseki, qui prévoit l'indépendance de la Corée qui échappe ainsi à la suzeraineté chinoise, la cession au Japon de la péninsule du Liao-Toung, de Taiwan et des îles Pescadores, le paiement d'une lourde indemnité de guerre, garanti par l'occupation de Wei Hai-Wai, enfin l'ouverture au commerce nippon de nouvelles villes dont Tchong-King dans l'intérieur de l'empire.

- 30 janvier 1902 : Signature du traité anglo-japonais.
- 8 février 1904 : Attaque japonaise contre la flotte russe de Port Arthur. Début de la guerre russo-japonaise.
- 1er janvier 1905 : Le général Stoessel, commandant la place de Port-Arthur, capitule. En Mandchourie, les Japonais s'emparent de Moukden et le général Kouropatkine est contraint de se replier sur Kharbin.
- 5 septembre 1905 : Signature du traité de paix de Portsmouth.
- 17 novembre 1905 : Le Japon instaure un véritable protectorat en Corée, sous l'autorité du comte Ito.
- 22 décembre 1905 : La Chine cède le Kouantoung au Japon ainsi que le bail de Port Arthur et de la ligne ferroviaire du sud-Mandchourien.
- 23 août 1910 : L'assassinat du comte Ito en octobre 1909 par un nationaliste coréen fournit au marquis Katsura le prétexte de l'annexion de la Corée.
- 1911 : Traité de commerce américano-japonais.
- 30 juillet 1912 : Mort de Mutsu-Hito, l'empereur de l'ère Meiji.
- 23 août 1914 : Le Japon déclare la guerre à l'Allemagne.
- Avril 1924 : Le Congrès américain vote le Johnson Act, une loi hostile à l'immigration japonaise.
- 25 décembre 1926 : Mort de l'empereur Taisho Yoshihito. Avènement d'Hirohito qui inaugure l'ère Showa, de la « Paix rayonnante ».
- 18 septembre 1931 : Un sabotage organisé par l'armée du Kwantoung fournit aux militaires japonais le prétexte à une action en Mandchourie.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*Les difficiles débuts de l'ère Hesei
D'une crise à l'autre*

Chapitre III : Un environnement régional à (re)construire

Rejoindre l'Asie : une image à redéfinir

L'affaire des manuels scolaires

Yasukuni, le symbole des tensions

Les efforts de Tokyo

Séoul et Taipei : si loin, si proche

La Corée du Sud, un partenaire en quête de reconnaissance

Taiwan, allié stratégique ou affirmation politique ?

La Corée du Nord : la menace

Portée avérée des missiles nord-coréens

Tokyo en difficulté face à Pyongyang

Une posture défensive

La Chine : Partenaire ou compétiteur ?

Une menace militaire ?

L'arc de stabilité du Japon

Le sticky power chinois

Le Japon en Asie du Sud-Est : coopération et investissements

La course avec Pékin

*L'aide au développement et l'assistance humanitaire
comme arme politique*

Chapitre IV : La pierre angulaire de la politique américaine en Asie-Pacifique

Sous la protection militaire de la première puissance mondiale

Rééquilibrer la relation

Un nouveau partenariat

La question des bases militaires américaines

Caractéristiques des bases US au Japon, Corée du Sud et Guam

Les bases militaires américaines au Japon

Repenser l'alliance Tokyo-Washington

La suspension du projet de défense antimissile

Les inquiétudes sur la relation Washington-Pékin

L'Union européenne, un partenaire stratégique ?

Chapitre V : Le Japon face aux défis sécuritaires actuels

Terrorisme et prolifération

Des groupes terroristes aux multiples caractéristiques

Du terrorisme à la prolifération

Les débats sur la Constitution

Assurer une défense plus efficace de l'archipel

La puissance anormale

Changer la nature du Japon

Le Japon, puissance nucléaire potentielle ?

Des souhaits à la réalité

Les centrales nucléaires au Japon

La question nucléaire en débat

La tentation nationaliste

La permanence des mouvements nationalistes après 1945

L'apparition d'un nouveau nationalisme

Un nationalisme aux conséquences régionales

Chapitre VI : Une société en mutation

Le Japon, puissance culturelle

Une culture singulière

La société des loisirs

Une société en vieillissement

Évolution de l'espérance de vie au Japon de 1950 à 2007

Évolution de la population japonaise au *XX^e* siècle

Une jeunesse en manque de repères

La crainte perpétuelle du déclin

La dette publique (en pourcentage du PIB)

La crise de représentativité des élites politiques

Conclusion

Liste des Premiers ministres japonais depuis 1945

Chronologie générale

Bibliographie

Imprimé en Union Européenne
Dépôt légal : octobre 2010